



Rapport

Evaluation Rapide de Protection des communautés de Dinangourou

	Dernière mise à jour	11/12/2020
	Dates de l'ERP	06 au 09/12/2020
	Localités affectées	Cercle de : Koro, Commune de : Dinangourou, Village de : Dinangourou, Région de : Mopti
	Population affectée	Le village de Dinangourou site de l'ERP, selon le Recensement Général de la Population et de l'habitat du Mali (RGPH) de 2009, est habité par 2 284 ménages composés de 13 709 habitants dont 6 828 hommes et 6 881 femmes. Parmi les 2 284 ménages, 663 ménages ont été touchés par les inondations du mois de septembre 2020. Ces ménages sinistrés sont logés dans des familles d'accueil. Cette communauté composée de plusieurs ethnies (les Dogons, les Mossis et les Tamasheqs noirs) est confrontée depuis cinq ans aux exactions des groupes armés non identifiés résultant en des enlèvements, assassinats et les vols de bétails.
Déclencheur de l'ERP	Depuis le début de la crise en 2012 au Mali, le cercle de Koro a été fortement touché par la présence des groupes armés non identifiés et les conflits intercommunautaires. Il est à noter que la commune de Dinangourou et ses villages ont subi de multiples attaques, des poses d'engins explosifs sur les axes routiers, de la destruction des réseaux de communication, de l'absence de certains personnels des services étatiques (la santé, l'éducation, la sous-préfecture) imposée par les groupes armés non identifiés rendant les conditions de vie dans la zone très difficile. A cette situation d'insécurité grandissante dans la zone s'ajoute une catastrophe naturelle dont le village a été victime. En effet, Dinangourou a connu en septembre 2020, des pluies diluviennes, qui ont causé les inondations les plus importantes de ces dernières années. Ces inondations ont causé la destruction de 663 maisons, 316 greniers et le déplacement de centaines	

		<p>de personnes sinistrés vers d'autres quartiers du village.</p> <p>C'est dans ce cadre, qu'une mission conjointe du Conseil Norvégien pour les Réfugiés (NRC) composé des équipes RRM, protection et shelter se sont rendues dans le village de Dinangourou pour une évaluation de la situation afin d'identifier les problèmes de protection et de connaître les besoins urgentes de la communauté.</p>				
	Méthodologie	<p>La méthodologie de cette évaluation a adopté une approche qualitative. La collecte des informations s'est faite à travers l'observation, des discussions structurées avec les hommes, les femmes et des entretiens avec des interlocuteurs clés. Des discussions de groupes ont été réalisées, primordialement avec les déplacés et populations hôte ; hommes et femmes séparément. Ainsi au cours de l'évaluation, quatre entretiens avec les informateurs clés ont été réalisés dont deux déplacés (un homme et une femme) et deux communautés hôte (un homme et une femme). Au total, huit groupes de discussion ont été réalisés dont quatre avec la tranche d'âge de 20 à 40 ans (un avec les PDIs hommes, deux avec les PDIs femmes, un avec la communauté hôte) et trois groupes de discussion avec la tranche d'âge 40 ans et plus (un avec les hommes PDIs, un avec les femmes de la communauté hôte et un avec les hommes de la communauté hôte). Enfin, une discussion avec la tranche de d'âge de 15 à 19 ans a également été réalisées avec les adolescents de la communauté hôte.</p>				
	Résumé des problèmes rapportés	Meurtre, enlèvement, et atteinte à l'intégrité physique et psychique	Restriction de mouvement	Violences basées sur le genre	Détresse psychologique et émotionnelle généralisée	Effondrement de maisons dû à l'inondation
	Résumé de la situation et recommandations au Cluster Protection	<p>PRESENTATION DU CONTEXTE GENERAL :</p> <p>Depuis la détérioration de la situation sécuritaire dans le cercle de Koro, la commune de Dinangourou est devenue une zone très difficile d'accès dues à la présence des groupes armés non identifiés qui commettent des attaques sur les axes, procèdent à des enlèvements, et multiplient la pose d'engins explosifs improvisés.</p> <p>Par ailleurs, les intempéries accompagnées d'orages et de pluies qui s'étaient abattues en septembre 2020 sur le village de Dinangourou ont fait des dégâts importants sur les maisons dont 663 maisons effondrées, 316 greniers et 663 ménages sinistrés. L'arrivée massive des PDIs, de Yoro en 2019 a favorisé l'insécurité alimentaire au sein de la communauté de Dinangourou. Les autorités locales ont lancé l'alerte en sollicitant de la communauté humanitaire une assistance d'urgence aux victimes sans suite compte tenu de l'inaccessibilité de la zone.</p> <p>L'économie de Dinangourou est basée sur l'agriculture, l'élevage et le commerce. Sa foire hebdomadaire était un carrefour de brassage des commerçants venant du</p>				

Burkina-Faso et du nord du Mali.

Pour la réalisation de cette mission d'évaluation, les équipes ont emprunté comme moyen de transport des tricycles qui est le seul moyen de transport pour accéder à Dinangourou.

PRESENTATION/DESCRIPTION DU SITE DE L'ERP :

La commune de Dinangourou est limitée au nord par la commune de Boni cercle de Douentza, au sud par le village de Yoro, à l'est par Mondoro et à l'ouest par Diougani. Elle est composée de 14 villages habités par 34 204 personnes. Les communautés qui y vivent sont les Dogons, les Peulhs, les Mossis, les Telems et les Tamasheqs noirs. Le chef-lieu de commune est Dinangourou situé à 130 km de Koro. Comme mentionné plus haut, les activités économiques majeures sont l'agriculture, l'élevage et le commerce.

Pour le village de Dinangourou site de l'ERP, il y a 13 709 habitants composés de 6 828 hommes et 6 881 femmes, avec un centre de santé communautaire (CSCoM) fonctionnel qui couvre six villages et neuf hameaux. Il existe une école fondamentale non fonctionnelle (1^{er} cycle- et 2^{eme} cycle) et deux écoles medersa fonctionnelles. Le village est partagé en trois grands secteurs ; le premier est composé de quatre quartiers, le second de six quartiers et le troisième de trois quartiers. Chaque secteur est représenté par un conseiller de village.

Sur le plan hydraulique, il y a une adduction d'eau sommaire (AES), sept puits à grand diamètre, 12 bornes fontaines publiques et cinq bornes fontaines privées, une Pompe à Motricité Humaine (PMH) en panne. La plupart des habitations sont en banco avec l'existence de six grandes marres éparpillées dans le village. Ces marres constituent des nids propices à la multiplication des moustiques, vecteurs du paludisme. L'administration est absente à cause de l'insécurité.

RESUME DES RECOMMANDATIONS PRINCIPALES DE L'ERP :

A l'issu de ERP, les recommandations principales sont les suivantes :

- Renforcer ou mettre en place des mécanismes de protection communautaires.
- Renforcer les mesures de police et faire un suivi régulier de la situation sécuritaire de la zone.

		<ul style="list-style-type: none"> - Faciliter l'obtention des documents d'état civils. - Mettre en place des espaces amis d'enfants (EAE). - Renforcer les connaissances des communautés sur les VBG et mettre en place un mécanisme de prise en charge gratuite des cas identifiés. - Appuyer les initiatives locales de médiation communautaire. - Faire un monitoring continu de protection pour l'identification des cas. - Fournir une assistance alimentaire sur une période pouvant permettre aux populations sinistrées de se reconstituer. - Renforcer la résilience des ménages en soutenant le développement d'activités génératrices de revenus. - Promouvoir des centres d'éducation d'urgence pour les enfants déscolarisés et non scolarisés pour la rentrée prochaine, - Renforcer la connaissance des communautés sur la COVID-19 et les gestes barrières en mettant à la disposition de la communauté des kits familiaux de lavages des mains.
	Niveau de l'alerte	<div style="display: flex; justify-content: space-between; width: 100%;"> <div style="width: 16.6%; background-color: #a6c9ec; text-align: center;">1 (Faible)</div> <div style="width: 16.6%; background-color: #008000; text-align: center;">2</div> <div style="width: 16.6%; background-color: #ffff00; text-align: center;">3</div> <div style="width: 16.6%; background-color: #ff8c00; text-align: center;">4</div> <div style="width: 16.6%; background-color: #ff0000; text-align: center;">5 (Elevé)</div> </div>

Thème de Protection	Résultat	Commentaires	Recommandations
Sécurité, déplacement et protection générale		<p>La situation sécuritaire reste volatile à Dinangourou, malgré, la présence des forces de défense et de sécurité. Une restriction de mouvement a été instaurée par les FAMas de 18H00 à 6H00 du matin pour les personnes, les engins à deux roues et les tricycles.</p> <p>Les communautés continuent d'être victimes des agressions physiques, enlèvements et assassinats par des hommes armés non identifiés sur les axes lors des foires et même dans les forêts. Selon les participants aux groupes de discussions, les hommes armés non identifiés ont interdit aux hommes de couper les bois et aux femmes</p>	<p>Aux autorités administratives :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les mesures de police sur les axes. - Faire le déminage des EEI sur les axes pour faciliter la circulation. - Réhabiliter les installations de communication téléphonique et de l'ORTM en vue de permettre aux populations d'accéder aux

		<p>de faire la corvée du bois car ils les utilisent pour leurs cachettes. C'est la raison pour laquelle beaucoup d'arbres ont été marqué avec des peintures. En plus, de la présence des Engins Explosifs Improvisés (EEI) sur les grands axes d'accès à Dinangourou et le sabotage des réseaux de communication (orange, Malitel et le relais d'ORTM), le seul endroit susceptible de sécurité est l'intérieur du village de Dinangourou selon les participants.</p> <p>Selon les six ménages PDIs restant de Yoro arrivé en 2019, ils se sentent en sécurité dans la communauté d'accueil de Dinangourou que dans la communauté de départ Yoro. Le village de départ Yoro est toujours sous le contrôle des groupes armés non identifiés. Cependant, ce sentiment de sécurité n'est pas partagé partout le monde, selon certains informateurs clés, Dinangourou est toujours exposé aux menaces d'attaques.</p>	<p>informations.</p>
<p>Lutte anti-mine</p>		<p>Il a été ressorti pendant les groupes de discussion et informateurs clés, la présence des EEI sur les principaux axes qui mènent à Dinangourou. La présence de ces engins explosifs ont fait plusieurs victimes dans la zone et environnants de 2018 à 2020. Le nombre estimé de victime est de 20 hommes blessés et 4 morts dont une femme, selon les informateurs clés. Malgré l'existence de ces engins, les participants ont signalé qu'aucune organisation et mécanisme communautaire de déminage n'existe dans la zone.</p>	<p>Aux acteurs humanitaires de lutte anti-mine :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faire le déminage des EEI dans la zone. - Assurer la sensibilisation et gestion des risques liés aux EEI.
<p>Cohésion sociale</p>		<p>Aucune tension n'a été observée ni rapportée entre les membres de la communauté hôte elle-même et les personnes déplacées dans les familles d'accueil. Les relations sont bonnes au sein de la communauté à travers l'entraide. Lors des entretiens avec les informateurs clés et des groupes de discussion, les participants ont affirmé qu'en cas de conflit entre eux la résolution est faite de façon traditionnelle par les leaders communautaires (chef</p>	<p>Aux acteurs de cohésion sociale :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appuyer le mécanisme de gestion de conflits traditionnelle afin qu'il soit plus inclusif avec la présence de femmes.

		de village et les conseillers). Il faut préciser que ce mécanisme de résolution des conflits est exclusivement composé d'hommes.	
Protection de l'enfance		<p>La question de protection de l'enfance est une préoccupation majeure dans la localité de Dinangourou. En effet, l'équipe en charge de l'ERP a observé que les parents envoient les enfants pratiquer la corvée de collecte d'eau et le ramassage de bois. Cette pratique pourrait les exposer à divers risques comme l'enlèvement par des groupés armés, les blessures physiques liées à l'abattage des arbres et les violences sexuelles bien qu'aucun cas n'ait été rapporté concernant les enfants. En plus, au cours des groupes de discussions, il a été relevé que presque tous les enfants ne disposent pas de documents d'état civil.</p> <p>A Dinangourou, les enfants ne vont pas à l'école 2018 et les parents semblent ne pas accorder d'importance à la scolarisation des enfants. En effet, les enfants ne partent pas à l'école à cause de l'insécurité grandissante dans le village ; ce qui amène certains parents à occuper les enfants dans les champs ou par la corvée de bois.</p>	<p>Sous-Cluster Protection de l'enfance :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Organiser des séances de sensibilisation sur les droits de l'enfant. - Mettre en place des programmes de soutien pour les enfants vivant dans les familles vulnérables afin de réduire leurs risques d'exposition aux travaux dangereux. <p>Acteurs du Cluster Education:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faire un plaidoyer pour la mise en place de services d'éducation d'urgence. <p>Direction Régionale de l'Etat civil :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Travailler à rendre fonctionnels les services de l'Etat.
Violences basées sur le genre		Des informations issues des groupes de discussions et des informateurs clés rapportent que les femmes et les filles de 14 à 16 ans sont victimes de viol, de tentatives de viol et de violences physiques (coups et blessures) lorsqu'elles partent chercher du bois en brousse. Le principal point d'eau n'est pas loin de la zone fréquentée par les groupes armés et les femmes fréquentent ce lieu pour la corvée d'eau et le ramassage de bois d'où les risques liés à l'enlèvement et autres abus. Cinq cas de viol ont été signalés dont trois femmes âgées de 25 à 33 ans	<p>Au Sous-Cluster VBG</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conduire des sensibilisations axées sur la connaissance des VBGs et leurs conséquences. - Faire une identification des cas existants et apporter des réponses adaptées.

		<p>et deux filles de 14 à16 ans. Les cinq survivantes ont bénéficié des soins médicaux dont les frais ont été à leurs charges. Plusieurs cas de tentatives de viol accompagnées de violences physiques (coups et blessures) contre les filles et les femmes de tout âge ont été rapportés mais le nombre reste inconnu. Elles sont l'objet de coups et blessures à l'aide d'armes blanches lorsque les femmes résistent au viol.</p> <p>Selon les propos des participantes, les auteurs de ces viols sont issus des groupes armés et même des membres de la communauté de Dinangourou qui se déguisent en homme armé pour commettre les viols et les agressions. Pour faire face aux risques de VBGs, les parents envoient les filles en groupes pour la corvée du bois. Enfin, il est à noter que les cas des VBG n'ont jamais été soutenues par les communautés et aussi qu'aucun service/organisation de prise en charge gratuite des cas de VBG n'est disponible dans la zone. Cependant, la communauté souhaite la présence d'une organisation pour la prise en charge des cas de VBGs.</p> <p>Malgré tout, la question reste difficile à aborder au sein de la communauté car elle constitue un sujet tabou pour la communauté. Les survivantes sont difficilement identifiables car elles sont stigmatisées et discriminées au sein des communautés quand elles sont connues. Au cours de la discussion avec les femmes, une femme a témoigné a apporté le témoignage qui suit :« Même si ta voisine a été violé, tu ne peux pas lui rendre visite à cause de la honte. En plus, les survivantes de viol connues ne peuvent pas se marier parce qu'elles constituent un déshonneur pour les hommes ».</p>	
Personnes à besoins spécifiques		Il a été rapporté dans les groupes de discussion et interviews avec les informateurs clés, les cas de personnes à besoins urgents de protection :	Aux acteurs humanitaires : <ul style="list-style-type: none"> - Faire des prises en charge adaptées à chaque type de vulnérabilité.

		<ul style="list-style-type: none"> - Cinq survivantes de viols dont trois femmes et deux filles. - Quatre personnes dont trois femmes et un homme avec handicaps visuels, une femme âgée de 90 ans avec handicap physique. - Un homme âgé de 60 ans souffrant de diabète sans soutien. - Une femme âgée souffrante de tension sans soutien - Dix femmes veuves dont la mort des maris est due aux EEI et 25 enfants orphelins dont leurs pères sont morts dans les explosions des EEI. 	
Ressenti psychologique		<p>Selon les informations rapportées lors des groupes de discussion et entretiens avec les informateurs clés, l'insécurité grandissante dans le village de Dinangourou crée une psychose généralisée chez les femmes, hommes et enfants. Pendant les groupes de discussion, les participants ont signalé un état de peur généralisé chez tous les habitants du village. Ils craignent les violences des hommes armés. Cette peur est plus grande chez les femmes et les enfants qui redoutent les agressions, les viols et les enlèvements lors de la corvée de bois et aussi pendant les déplacements en dehors du village de Dinangourou.</p>	<p>Aux acteurs spécialisés en appui psychosocial :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faire l'identification des cas de traumatisme aigue et la prise en charge psychosociale individuelle et de groupe,
Terre, logement, propriété (LTP) et ressources naturelles		<p>Pendant les groupes de discussion, l'équipe a noté que la majorité de la population de Dinangrou n'accorde pas d'importance aux titres de propriété. La plupart des ménages ne dispose pas de document de propriété foncière. Les titres de propriété foncière sont détenus par les hommes. Au cours des groupes de discussion, les femmes ont relevé qu'elles n'ont pas droit à la terre même à l'héritage. Elles bénéficient de portions de terre qui leur sont confiées pour le développement de maraichers.</p>	<p>Aux autorités administratives et locales :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser la communauté sur l'importante du titre de propriété foncière
Accès aux services de base		<p>Les services sociaux de bases sont accessibles (centre de santé, marché, points d'eau), selon les informations</p>	<p>Aux partenaires Eau, Hygiène et Assainissement :</p>

		<p>collectées lors des groupes de discussion. Cependant, le service de santé le CSCOM manque de personnel qualifié. Le directeur technique du centre (DTC) et l'infirmier sont absents depuis deux ans parce qu'ils ne se sentent pas en sécurité à Dinangourou. Les consultations médicales de premiers soins sont faites par un aide-soignant. Les frais de consultations médicales sont payants et s'élèvent à 400 francs. Selon les observations de l'équipe et les informations collectées, la pharmacie est dotée de médicalement grâce aux efforts de ASACO. Les cas urgents de malades sont évacués à Koro ou Ouahigouya à 45 km (Burkina-Faso) avec les tricycles ; ce qui constitue un risque supplémentaire pour les malades.</p> <p>Il a été rapporté, au moment des groupes de discussion, que l'eau est payante à 15 FCFA le récipient de 20 litres. Il a également relevé que la plupart des points d'eau tarie pendant la saison sèche notamment au mois d'avril ; ce qui provoque une insuffisance d'eau pour les communautés. Cette situation de l'insuffisance d'eau pousse les communautés à consommer de l'eau de marre ce qui est un risque d'avoir des diarrhées, de bilharziose et plusieurs autres maladies liées à l'eau.</p> <p>La foire hebdomadaire de Dinangourou est moins fréquentée à cause de l'insécurité qui sévit dans la zone. Selon les entretiens avec les informateurs clés et les groupes de discussion, l'école est non fonctionnelle depuis 2018 par l'interdiction des groupes armés non identifiés hostile à l'école formelles. Le nombre d'enfants déscolarisés est de 433 dont 263 garçons et 170 filles. Cependant, il y a deux médersas qui sont fonctionnels avec 268 enfants dont 141 garçons et 127 filles.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Faciliter l'accès à l'eau potables et la distribution des intrants pour traiter l'eau. <p>Aux autorités administratifs et Cluster Santé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faciliter le retour des personnels de services de santé qualifié.
<p>Impact du COVID-19 sur l'environnement de</p>		<p>Lors des groupes de discussion, les participants ont affirmé connaître les informations sur la COVID-19, les gestes barrières à savoir le lavage de main au savon, la</p>	<p>Aux acteurs administratifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser la communauté sur la pandémie du COVID-19 et

protection		<p>distançiation sociale, le port des masques, utilisation du gel hydroalcooliques. Cependant, ils ne respectent pas les gestes barrières. Le lavage de main au savon est respect dans le CSCom qui y a installé un seul kit de lavage de main. Pour les autorités sanitaires aucun cas de Covid-19 n'a été signalé à Dinangourou. Mais le manque de moyens de communication avec l'interruption des réseaux communication téléphoniques et la station ORTM, les communautés manquent d'information sur l'évolution de la pandémie au Mali surtout la montée de la nouvelle vague de contamination en cours dans le pays. Par ailleurs, l'enclavement de la zone ne permet pas un diagnostic rapide des malades en cas d'apparition de symptômes.</p>	<p>promouvoir le respect des gestes barrières.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Travailler à faciliter le diagnostic et la prise en charge des cas suspects par le désenclavement de la zone. <p>Aux acteurs humanitaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Doter les communautés en kits familiaux de lavage des mains.
Autre		<p>Avec les impacts de inaccessibilités au village de Dinangourou par les véhicules des foires, il se trouve confronter à l'indisponibilité de certains équipement et aboutissements de premières nécessités sur le marché. Les participants aux entretiens et aux groupes de discussions ont évoqué des besoins urgents des matériaux de construction pour les maisons détruites pendant l'hivernage. Il est important de signaler que les communautés sont interdites de couper du bois dans la brousse pour la construction de leurs maisons. Cette indisponibilité des produits sur le marché se manifeste dans le secteur alimentaire, pour certains participants des focus groups la plupart des champs n'ont pas pu être cultiver depuis 2 ans à cause des enlèvements et menaces par des hommes armés. Enfin, les femmes ont soulevé leurs difficultés d'accès à des AGR ; ce qui accroît leur dépendance vis-à-vis de leurs conjoints et les exposent tous types de violences basées sur le genre.</p>	<p>Aux acteurs RRM et cluster sécurité alimentaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assurer une assistance en vivre pour les ménages et NFI, <p>Aux acteurs humanitaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appuyer les femmes en AGR. <p>Aux autorités politiques et administratives :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Travailler au désenclavement de la zone pour faciliter l'acheminement des produits de premières nécessités.